

DP

Domaine Public

1034

Le jeu de la France

Michel Rocard l'a confirmé lors de la conférence de presse à Berne. La Communauté n'acceptera pas de nouveaux membres. La porte est fermée, quelles que soient les qualités de ceux qui frappent pour entrer. Raison invoquée: d'abord construire l'union politique et monétaire. C'est plus facile à douze qu'à dix-neuf.

Le refus d'ouvrir ne serait donc que provisoire: le temps de consolider avant d'agrandir.

Mais sous le zèle bâtisseur se cachent des rapports de puissance. La France de toute évidence trouve dans l'Europe à douze une occasion de renforcer sa puissance nationale devenue moyenne.

Il faut la soupçonner de vouloir maintenir en l'état le noyau central, tout en semi-satellisant, comme l'accord économique européen le démontre, les autres pays candidats empressés ou récalcitrants.

Dans l'Europe des douze, la France occupe une position centrale: qu'il s'agisse de l'axe Nord - Sud ou des axes Est - Ouest, Francfort - Barcelone ou Londres - Milan, Paris et Lyon peuvent se relayer dans le rôle de plaque tournante. Cette position centrale est confortée par un équilibre entre les cultures romanes et les cultures anglo-saxonnes.

Imaginons une Europe à dix-neuf. Le renforcement serait essentiellement nordique. Le centre de gravité se situerait plus au nord et plus à l'est. La position de l'Allemagne s'en trouverait fortifiée, au détriment de la France.

Une véritable confédération pour sauvegarder sa cohérence interne tend vers la neutralité. La Suisse en est une illustration. La Communauté l'a éprouvé, partiellement, lors de la crise du Golfe. Alors même que la transgression flagrante du droit international et la position du Conseil de sécurité ne laissent pas de place pour une politique divergente, l'Espagne a tenu à faire entendre une voix de tonalité

différente, la Grèce aussi qui n'a pas oublié le sort de Chypre. En des circonstances moins nettes, où les Etats-Unis ne pèseraient pas de tout leur poids, on peut douter de la capacité de l'Europe à mener une autre politique que de grande réserve, dont elle ne sortirait que pour défendre soit ses intérêts propres soit le droit international.

Lors de la crise du Golfe toutes les démarches communes, sous l'égide du premier ministre du Luxembourg, furent des flops quasi humiliants.

Non que l'Europe ne fit pas le poids. Mais elle menait deux politiques étrangères: celle des douze et celle des membres permanents du Conseil de sécurité, la France et la Grande-Bretagne.

Or, ce rôle éminent des membres du Conseil de sécurité est un héritage de la dernière guerre. Une véritable union politique impliquerait que toute différence de rang entre les Etats membres soit abolie. Il n'y a pas de fédération sans égalité de droit de chaque partie. Tel n'est pas le cas actuellement et l'on peut douter que la France ou la Grande-Bretagne renonce à ce privilège.

L'intérêt de la France est à la fois de renforcer l'Europe, de tenir à distance l'Allemagne que l'on peut toujours culpabiliser. Conserver un certain leadership en gardant à la fois les avantages de l'après-guerre et ceux de l'ère nouvelle européenne; imposer, pour son prestige, cette contradiction.

Pour accueillir de nouveaux membres, l'unanimité des pays de la Communauté est requise. On peut douter de l'empressement futur de la France qui n'a aucun intérêt objectif à un élargissement de la Communauté, ni à une authentique union politique.

L'espace économique est souvent présenté comme une salle d'attente. Mais à quelle heure passe le train ?

Pas d'Oscar pour Arnold Koller

(jd) L'armée aux frontières et l'aménagement de camps de 200 à 500 personnes pour y rassembler les requérants d'asile entrés illégalement en Suisse: telles sont les propositions-choc de la Confédération. Quand on ne parvient pas à faire face aux réalités, il reste le recours aux symboles.

Arithmétique élémentaire

Le 22 mars dernier le conseiller fédéral Koller a réuni les représentants des gouvernements cantonaux en une conférence nationale sur l'asile pour leur présenter un plan d'action pour 1991. A l'origine, cette conférence aurait dû se clore sur l'annonce d'un consensus entre Berne et les cantons; mais les conseillers d'Etat présents ont fait comprendre à Arnold Koller qu'ils ne mangeraient pas de ce pain-là. D'où l'ouverture d'une procédure de consultation dont on peut déjà affirmer qu'elle conduira au refus des propositions fédérales.

En effet le plan d'action annoncé programme son propre échec: si toutes les mesures prévues étaient efficaces, il serait alors possible de prendre 30 000 décisions (contre 16 379 en 1990) alors qu'on attend 60 000 requêtes. En d'autres termes 30 000 demandes non traitées et presque autant de recours s'ajouteront en 1991 aux quelque 70 000 demandes et recours en suspens... Un beau gâchis dont le coût s'élève à 800 millions par an, un million par réfugié admis.

D'où vient le blocage? De l'incapacité fédérale à se donner les moyens de traiter vite et bien les demandes déposées. Car c'est la durée de la procédure — donc la possibilité réelle de ne pas faire l'objet d'une décision exécutoire avant longtemps — qui incite au dépôt de demandes manifestement infondées. Cette situation crée des liens humains qu'il est ensuite difficile de déchirer et qui suscitent des attitudes de soutien compréhensibles aux requérants. Lorsque la Confédération se plaint de la mauvaise application par les cantons des décisions de renvoi et de la résistance de certains milieux de la population, c'est donc à elle-même qu'elle doit s'en prendre.

Berne a voulu créer des centres d'enregistrement fédéraux où elle procède à une première audition. Mais cette procédure, dont on attendait beaucoup, n'est en fait que du temps perdu car elle ne sert pas, comme elle le devrait, à prendre d'emblée des décisions de refus d'entrée en matière dans les cas où cela s'impose visiblement: demandes multiples sous fausses identités, visa valable pour un autre pays, refus de collaborer, preuve d'un pays sans risque, etc.

Quant à la procédure sur le fond, la Confédération persévère dans une approche tatillonne et pusillanime aussi bien pour refuser l'asile que pour l'accorder ou prendre une décision d'admission provisoire. Alors que les mesures d'accélération de l'arrêté fédéral urgent sur l'asile n'ont rien changé à la situation, comment faire crédit aux nouvelles bonnes intentions de la Confédération?

Les solutions existent

Les mesures proposées sont de la poudre aux yeux. L'interdiction de travailler portée à six mois n'illustre que l'incapacité fédérale à mener la procédure en moins de trois mois. Les camps, comme déjà les centres d'enregistrement, ne contribueront qu'à distraire les énergies nécessaires à la seule mesure vraiment efficace: une décision rapide. Un palliatif illusoire quand on sait que, visant les requérants qui ne déposent pas leur demande à la frontière, elle devrait s'appliquer à 97% des cas: c'est donc plus de cent camps qu'il faudrait organiser... Dans cette question complexe des flux migratoires, alimentés par les conditions de misère et d'insécurité qui règnent dans de trop nombreux pays, il n'y a pas de solution-miracle. Les partisans de la fermeture plus étanche du pays, comme les bonnes âmes qui n'ont que l'ouverture à la bouche, se bercent d'illusions. Néanmoins il y a des moyens de faire mieux. Cessons tout d'abord de faire payer à la politique d'asile l'échec de la politique suisse d'immigration: 120 000 à 150 000 clandestins travaillant au noir et un volant de main-d'œuvre au statut

précaire composé de dizaines de milliers de requérants devenus indispensables à la prospérité helvétique sont le résultat d'une politique hypocrite qui doit cesser. Le permis de travail de durée limitée et non renouvelable dont les instances internationales parlent de plus en plus pour faire face à la crise économique de l'est européen peut faire partie de la coopération au développement au sens large.

Quant à la procédure d'asile elle-même, il faut faire confiance aux cantons et les encourager, à la suite des Grisons, de Neuchâtel et de Genève, à préparer de manière décentralisée les décisions de première instance; c'est le seul moyen véritable de démultiplier l'effort considérable qui s'impose: traiter pendant un temps plus de cas qu'il n'y a de demandes pour faire tarir la partie de l'afflux de requêtes qui ne se nourrit que du dysfonctionnement de l'administration fédérale.

Alors les mesures de politique extérieure, telles que la création de zones exemptes de persécution sous surveillance internationale dans les pays de provenance, pourront être autre chose qu'une idée intéressante grâce à laquelle on se donne bonne conscience. ■

MÉDIAS

Surprise, le numéro de mars du bimestriel de la Fédération des Amis de la nature a été baptisé: *L'amie de la nature (Naturfreundin)*. C'est un numéro largement consacré aux femmes avec un bilan de leur place dans la fédération: 42,5% des membres, 10,5% des présidents de section; 16% du comité central et 30% des membres de la direction nationale sont des femmes. A la question posée aux sections sur la proportion de femmes, celle de la ville de Berne peut répondre qu'elle cherche maintenant des hommes pour reprendre certaines charges car les femmes occupent presque toutes les fonctions.

Blic, sans k, existe à la frontière suisse puisque c'est le Bulletin de liaison et d'information du consommateur du sud de l'Alsace. Une adresse est indiquée à Bâle pour déposer les piles usagées.

Le temps des gares

Le temps est au réaménagement des gares: pour correspondre aux exigences de Rail 2000 ou parce qu'une rénovation est nécessaire après une centaine d'années de service, les CFF ont de nombreux projets, à l'état de plans ou de chantiers. Pour la Suisse romande, ce sont les gares de Nyon, Gland, Lausanne, Morges, Neuchâtel, Montreux, Fribourg, Martigny, Bienne et Sierre qui vont être modernisées, sans compter des travaux de plus petite envergure dans des gares moins importantes — coups de peinture, surélévation des quais, introduction de l'électronique pour la billetterie, etc. Certaines transformations ne sont prévues que dans la tête des ingénieurs de la régie, d'autres sont déjà pratiquement prêtes à la réalisation, comme à Morges ou à Fribourg. La période nous semble donc propice à quelques réflexions à la suite d'une visite critique de deux gares récemment inaugurées: Lucerne, reconstruite après l'incendie qui détruisit le hall d'accueil en 1971, et Zurich-Stadelhofen, qui a subi d'importantes modifications pour satisfaire aux exigences de l'exploitation du RER zurichois.

Depuis plus d'un demi-siècle on a assisté à un développement sophistiqué et rationnel, par les aciéries, de profils industriels. L'éventail de ces produits, relativement restreint pour des raisons économiques, a néanmoins permis la création de vastes halls splendides aux structures cristallines et généralement orthogonales. Mais on a construit aussi beaucoup d'autres espaces, plus vulgaires, couverts par un fouillis de poutrelles tout aussi orthogonales mais combinées au petit-bonheur-la-chance. Calatravas prend tout ce mouvement à contrepied: il fait plutôt appel au feronnier qu'au soudeur de barres. Ses constructions s'apparentent plus à un squelette qu'à une résille — et ce squelette est formé d'os, de rotules et de tendons. Toutes ces pièces sont uniques ou issues de petites séries, fabriquées sur mesure. Cette technique ne va pas



La gare de Lucerne telle qu'elle apparaît aujourd'hui.

Si ces gares n'ont rien de commun quant à leur importance ou à leur système d'exploitation — Lucerne, en cul-de-sac, est un lieu de correspondance d'importance nationale alors que Stadelhofen est une gare classique d'importance régionale — les deux sont l'œuvre de

l'ingénieur et architecte espagnol Santiago Calatravas (il est l'auteur des plans du hall lucernois et de l'entier du réaménagement zurichois). L'originalité de cet homme actuellement à la mode est d'utiliser le métal comme on ne le faisait plus guère.

sans inconvénients: s'il y a économie de matière, il y a surplus de travail, donc un coût final supérieur par rapport à une construction courante. Les frais d'entretien sont également à la mesure de cette conception «cousu main». Précisons encore que notre but n'est pas ici de

commenter le travail architectural — des revues spécialisées s'en chargent — mais de nous intéresser plus particulièrement à l'aspect fonctionnel de ces lieux remis au goût du jour.

Lucerne: deux prises femelles

Le cul-de-sac de Lucerne pose des problèmes d'exploitation ferroviaire: il brise la continuité des lignes et provoque des pertes de temps; une contrainte pour les CFF. Du point de vue de la connexion avec la ville, le cul-de-sac est en revanche une aubaine: il est théoriquement possible d'entrer dans le bâtiment et de se trouver face aux quais sans que des passages sous-voie soient nécessaires. La gare et la ville devraient ainsi pouvoir se connecter l'une à l'autre comme deux prises mâle et femelle. Le passage du train à la rue, aux transports urbains et régionaux et aux itinéraires piétons est possible en douceur, sans coupure perceptible.

Le moins que l'on puisse dire est qu'à Lucerne, on n'a pas su profiter de cet avantage: les quais sont séparés de la ville et de la gare routière par un fossé où se trouvent tous les services: billette-

rie, casiers à bagages, buffet, ainsi que les inévitables commerces censés faire «vivre» et «rentabiliser» l'endroit. L'arrivée à la gare en devient frustrante: en sortant du bus ou du taxi, vous voyez l'arrière de tous les trains, à niveau, à travers le bâtiment vitré. Mais l'aménagement vous «pousse» à descendre, à passer devant les guichets et à remonter chercher votre train. La perplexité des touristes prêts à embarquer mais à la recherche de l'endroit où acheter un billet montre d'ailleurs l'aspect artificiel de l'aménagement. On en vient à se demander si les personnes qui ont dessiné cet aménagement sont des utilisatrices de ce genre de lieux, alors même que les CFF savent défendre le respect de normes parfois tatillonnes en d'autres occasions.

Côté esthétique, il y a recherche, il y a des «trucs» qui font les délices des groupes d'architectes en visite. La forme et l'agencement des pièces en métal et leur combinaison avec les grandes surfaces vitrées émerveillent, comme ces miroirs qui reflètent la lumière des projecteurs. Mais on cherche en vain une *identité* à ce bâtiment: une gare se reconnaît loin à la ronde, elle est la carte de visite des transports publics dans une ville. Rien de tel pour l'immeuble de Lucerne qui se confond avec ses voisins. Fort heureusement, on a eu la bonne

idée de reconstruire sur la place le portail de l'ancienne gare... Lui au moins indique sans équivoque possible la destination de l'endroit.

Une gare, c'est aussi une place, un lieu où sont réunis les bus qui vous emmèneront dans le village voisin ou à l'autre bout de la ville. Si la générosité de l'espace mis à leur disposition assure une exploitation fonctionnelle et efficace, on s'étonne de l'économie réalisée sur les infrastructures destinées aux voyageurs: aucune salle d'attente fermée, pas davantage de point de vente et de renseignement à proximité des véhicules. On a l'impression que, tout occupés à peaufiner la plastique, les concepteurs en ont parfois oublié la fonction des lieux.

Zurich-Stadelhofen: un circuit fermé

Stadelhofen est une petite gare: elle n'avait que deux voies avant les travaux, elle en a trois maintenant; de nombreux trains du RER y passent et des correspondances sont possibles entre plusieurs lignes. Cette station de quartier se prêtait à merveille au style de Calatravas: la pièce sur mesure est parfaitement adaptée à la courbure de la voie en ce lieu. Le bâtiment ancien a été maintenu et fort bien restauré et le mariage entre les vieilles pierres et la tubulure moderne est tout à fait réussi.

Ce qui l'est moins par contre, c'est l'intégration de la gare dans le quartier. Stadelhofen est un centre secondaire vivant, avec de nombreux petits et moyens commerces qui marchent bien, des cafés et restaurants populaires ou intellobohème (l'Odéon de Lénine n'est pas loin) ou encore ultra-chic (la Kronenhalle avec ses tableaux de maître). Ici aussi, la gare aurait pu être le prolongement de la place piétonne qui la jouxte et du quartier desservi par plusieurs lignes de trams.



L'intérieur de la gare de Lucerne: à gauche, les bus et la ville; à droite, les trains; dans le fossé, les billets et les services.

Les petites oubliées

A côté de ces gares qui figurent en bonne place dans les revues d'architecture, les CFF «modernisent» aussi des stations moins importantes. Mais on n'y retrouve guère les moyens sans limite dont a disposé un Calatravas à Lucerne ou à Zurich. Dans bien des endroits, la régie ne sait pas profiter de l'emplacement privilégié de ses bâtiments pour en faire autant d'invitations à utiliser le train. La gare est en effet le premier contact avec les transports publics pour la clientèle nouvelle. Or la politique actuelle de désaffectation des gares secondaires et de location des locaux à des tiers qui les transforment en bureaux va à fin contraire: quelques coups de pinceaux à la salle d'attente ne sauraient suffire à améliorer l'image des CFF pour les nouveaux clients.

L'aménagement semble toutefois conçu pour lui-même, sans bonne insertion dans les cheminements piétons environnants. Ainsi les commerces souterrains, installés au prix d'une immense excavation et qui ne peuvent profiter, comme dans les plus grandes gares, d'un passage important pour leur amener des chalands en suffisance. Ils ont été attirés par les CFF qui leur ont promis des heures d'ouver-

ture prolongées, mais les propriétaires des commerces voisins se plaignent à juste titre d'une différence de traitement que rien ne justifie. La gare, au lieu de s'intégrer au quartier, le concurrence... Les quais sont situés entre deux tunnels; tant qu'à réaliser des souterrains à l'usage exclusif du commerce, il eût été envisageable d'y mettre les rails et de prolonger, en surface, la place piétonne d'où les accès aux trains eussent été possibles, sans que des passages souterrains soient nécessaires pour les voyageurs.

L'animation des gares

Une gare doit être fonctionnelle: du bus au train en passant par les guichets, les pas des voyageurs doivent être économisés et les changements de niveau limités. Lieu d'entrée dans une ville, la gare doit y être connectée, la place, les rues environnantes, les quais des bus urbains et régionaux devant être conçus comme le prolongement des voies ferrées. Le lieu, en plus, devrait être beau, accueillant, mais sans que cela nuise à sa fonction première et en sachant que la plupart de ses utilisateurs le fréquentent régulièrement. Les gares ne doivent donc pas être conçues comme des musées, où l'on se rend une ou deux fois par année en ayant tout son temps, mais comme des centres d'échange où les gens sont

pressés et où certains passent chaque jour.

Or à Lucerne comme à Stadelhofen, on a l'impression que les concepteurs n'ont pas cherché en priorité à remplir un cahier des charges propre à une gare, mais se sont fixé pour objectif de réaliser un événement architectural, d'ailleurs moyennement réussi à Lucerne. Ainsi la continuité de la circulation piétonne, le principe du moindre effort pour acheter son billet et rejoindre les trains, le rôle d'une gare dans un système de transports et dans un quartier sont des problèmes escamotés par la volonté, notamment, d'y intégrer du commerce.

Mais si le voyageur apprécie de pouvoir acheter son journal, une tablette de chocolat ou de boire un café à la gare, il n'a guère besoin d'y trouver jeans, disques ou paniers en osier si ces articles sont vendus dans d'autres commerces du quartier. L'ampleur des travaux qui ont été nécessaires à Stadelhofen pour accueillir des magasins laisse d'ailleurs perplexe sur la rentabilité de l'opération, les loyers pratiqués ici étant évidemment moindres que ceux du centre. Dans une brochure destinée au public zurichois, les CFF défendent la présence du commerce dans les gares avec pour argument qu'il en assure l'animation. C'est aborder la question par le mauvais côté: bien intégrée à un quartier ou à une ville, une gare sera un lieu animé et le commerce ne peut que profiter de cette animation aux heures où les voyageurs sont les plus nombreux. Il est par contre douteux qu'il la génère aux moments opportuns, c'est-à-dire le soir, en dehors des heures de grande affluence. Les CFF ne devraient donc pas concevoir les gares comme des endroits devant être animés pour eux-mêmes, mais comme des lieux censés participer à — et profiter de — l'animation du quartier, de la ville ou du village dans lesquels elles sont implantées.

Pierre Imhof
(avec la collaboration de Marx Lévy)



La station en courbe de Zurich-Stadelhofen.

Les temps changent

«Le Suisse s'estime obligé envers son pays, astreint à le servir. (...) Par exemple, le service militaire jouit d'une faveur universelle. Loin de l'envisager comme une corvée inéluctable, les jeunes gens se félicitent de faire leur «école de recrue», de devenir soldat, d'acquiescer un grade. Un citoyen considère comme un honneur de porter les armes, symbole de ses libertés, de dévouer son temps et ses forces au pays. Un sentiment analogue pousse la foule aux urnes, les jours de scrutin. (...) Ce zèle électoral diminue depuis quelques années parce qu'on en a abusé: il se retrouve dans les grandes circonstances.»

Signé: Robert de Traz, vers 1942, dans «Images de la Suisse», *Les Cahiers du Sud*, Marseille.

On en conclut ou que de Traz s'est trompé, ou que les choses ont bien changé en un demi-siècle — l'ennui, c'est que beaucoup semblent ne pas en avoir conscience.

Ceci m'amène à parler du 700^e et de l'exposition de Rumine, où je suis retourné en compagnie d'un ami peintre. Pas de doute: comme le disait voici quelque temps le critique de la *Gazette de Lausanne*, ça n'a pas d'odeur — et pourtant c'en est !

Dans la seconde salle, un petit meuble à tiroirs que je n'avais pas remarqué lors de ma première visite. Vous tirez les tiroirs et tombez sur des dessins, du genre de ceux qu'on admire dans les vespa-

siennes: une gonzesse se faisant ... par un mec; un mec se faisant par une gonzesse. Que Monsieur Cevey, qui est un brave homme, par ailleurs chef du Département de l'instruction publique et des cultes, accepte de patronner de pareilles gaudrioles, voilà qui dépasse l'entendement, dans tous les cas le mien. Je ne vois pas en effet le rapport qu'il peut y avoir entre de tels dessins (au surplus mal dessinés) et «l'art», ou le 700^e, ou encore l'instruction publique (on mène des classes à Rumine, sans quoi le Musée serait quasi désert) pour ne rien dire des cultes.

Notez que nous avons de bons artistes vaudois, Sarto, ou Stehli ou Kaiser; Claire Nicole ou — pardonnez-moi — Christiane Cornuz. Transparaît alors un aspect remarquable des cérémonies du 700^e: pour célébrer «la plus vieille démocratie du monde», un esprit profondément antidémocratique ! X choisi — selon quels critères et pourquoi ? — par Y organise avec ses copains des mani-

festations — j'ai entre les mains le programme des festivités — à sa guise et sans que le cochon de payant soit le moins du monde consulté. Il y a une Association vaudoise des écrivains: on ne lui demande pas son avis. Il y a une Société des peintres et sculpteurs: elle est laissée soigneusement de côté. Il y a une Société des auteurs dramatiques: je ne sache pas qu'elle ait eu son mot à dire. Non ! Rien que les copains de X ou les copains des copains — le tout avec notre argent.

Quelqu'un qui a été bien content qu'on retire à Jean Ziegler son immunité parlementaire, c'est moi ! D'une pierre, deux coups: on permet ainsi à de nombreux particuliers sympathiques de tirer à vue sur l'importun. Mais surtout, sa thèse selon laquelle, en Suisse, le pouvoir politique serait asservi au pouvoir financier est définitivement réfutée: pas un mot, au National, sur l'argent sale ou telle autre question affligeante... Mais les principes les plus élevés de l'éthique évoqués à la tribune. Pour un peu, j'en aurais pleuré d'émotion. ■

EN BREF

Le conseiller d'Etat zurichois Alfred Gilgen, candidat dissident de l'Alliance des indépendants, a pu compter sur une contribution de 100 000 francs de Migros, dont 50 000 francs versés par la coopérative régionale de Zurich, 40 000 par la Fédération des coopératives Migros, et 10 000 francs par la coopérative régionale de Winterthur et Schaffhouse. Le budget de la campagne en faveur de Gilgen était de 350 000 francs.

Il est probable que les contribuables bernois paieront leurs impôts mensuellement dans deux ans. Contre l'avis du gouvernement, le Grand Conseil lui a transmis une motion, donc un mandat impératif. Modèles pour cette décision: Genève et Fribourg qui ont adopté ce système en 1979 et 1985.

Pourquoi y a-t-il eu 2185 signatures non valables dans le canton de Vaud pour le référendum contre la modification du code pénal militaire (45,8% du total des signatures non valables) alors

que le canton a fourni le 10,4% des signatures valables ? Lequel des deux comités a mal fonctionné ?

Sait-on que le nouveau président du Conseil des Etats, le radical bernois Arthur Häsenberger, pratique la boxe sportive pour se maintenir en forme ? Il avait expliqué son choix sportif en 1985 dans la brochure publiée pour le cinquantième anniversaire de l'école de boxe de Berne dont Charly Bühler est l'entraîneur le plus connu.

A la fin de l'année passée le Département des œuvres sociales du canton du Tessin a envoyé aux 150 000 ménages du canton une brochure illustrée pour informer la population sur les droits des patients.

Publication d'une colonne en dialecte bâlois, par le conseiller aux Etats Carl Miville dans l'hebdomadaire 3. Cela commence par une déclaration de principe (résumé): Nous sommes des Alamans (*Alemannes*) comme les autres peuples germaniques qui ont marché une fois en direction de l'ouest...

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch (fb)

Jeanlouis Cornuz

Charlotte Feller-Robert (cfr)

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Jean-Luc Seylaz

Charles-F. Pochon (cfp)

Abonnement: 70 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10 — Télécopie: 021 312 80 40

Composition et maquette: Monique Hennin

Pierre Imhof, Jean-Luc Seylaz

Impression: Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens

La Ballade de la neige

Après *L'Île des morts* et *Borodino* (voir DP n° 888 et 976), voici le dernier volet de la trilogie *Baur und Bindschädler* du romancier de Niederbipp. Dans les deux premiers récits nous suivons les déambulations paisibles, amicales, méditatives des deux hommes dans les rues d'Olten et d'Amrain. C'est souvent du présent qu'ils vivent, des lieux qu'ils traversent, et comme sous leurs pas, que surgissent les souvenirs. Ici l'espace est clos (une chambre d'hôpital) et le présent sans promesse: la dernière nuit de Baur qui meurt à l'aube. Seul subsiste «ce besoin insensé de regarder en arrière ou de vivre avec le passé»; mais peut-être vit-on «justement pour pouvoir se souvenir»? Sans angoisse et sans hâte Baur évoque une fois encore les lieux de son enfance, des événements familiaux, les tableaux qu'il aime, ses lectures (Tolstoï, Claude Simon, Proust, Robert Walser), ses voyages avec sa femme. Malgré son dénouement, tout le récit dit le bonheur de la remémoration qui neutralise les effets destructeurs du temps, et celui de parcourir des lieux où le passé habite encore le présent. Baur et sa femme ont pu voir et fleurir, au Père Lachaise, les tombes de Proust, de Marie Walewska et de Chopin. A Venise: «Il y a environ quatre-vingts ans, Marcel Proust était là, se disait-on, et Stravinski avait été enterré sur l'île des morts. Et déjà lors du premier voyage sur le Grand Canal on sentait que Richard Wagner était à sa place ici et que c'était dans l'ordre des choses qu'il y soit mort, on sentait aussi que Vivaldi y était né, que Richard Wagner et Proust avaient sillonné ces canaux en gondoles qui sont comme des bateaux funéraires». En Israël, «le matin on regarde s'estomper ces étoiles qui, déjà, éclairaient les nuits de Jésus». Neutraliser le temps, ce n'est pas seulement sauver de l'oubli les êtres et les choses. C'est aussi supprimer les distances, la profondeur temporelle et les séparations. Devant les yeux et dans l'esprit de Baur, Venise devient un empyrée à la fois présent et hors du temps où cohabitent Vivaldi et Stravinski, Goethe et Ezra Pound, Wagner et Proust, Thomas Mann, Mahler et Visconti. Dès lors la modeste biographie

de Baur et le petit monde familial d'Amrain cessent d'être des moments et des lieux ponctuels, séparés, pour s'inscrire dans la grande histoire de l'esprit.

A la limite, se souvenir, pour les deux héros, c'est inventer un monde harmonieux où le réel et l'imaginaire cessent d'être distincts. Quand, aux Invalides, Baur interpelle Napoléon, celui-ci est à la fois le Napoléon de l'Histoire, celui de Tolstoï («Napoléon, tu as donc réuni encore une fois Natacha et le prince Bolkonski») et celui du film où Greta Garbo incarnait Marie Walewska («puis à Sainte-Hélène tu te tenais à côté de la fenêtre aux vitres en culs de bouteille, les bras croisés, regardant la mer sur laquelle s'éloignait le voilier de Marie Walewska sous une musique qui allait s'amplifiant»). De même, Bindschädler invente avec bonheur, dans *Borodino*, une promenade en barque de Natacha et du prince André sur le lac Onega, en utilisant ce qu'il a sous les yeux (un livre d'art consacré à l'architecture en Russie ancienne) et la musique aimée qu'il entend (la *Quatrième Symphonie* de Chostakovitch) pour prolonger comme en rêve les trop brèves amours racontées par Tolstoï. Et ce motif revient dans la *Ballade de la neige*: «J'entends des bribes de la *Quatrième Symphonie* de Chostakovitch'au son de laquelle Natacha et le prince Bolkonski se mirent à traverser le lac en direction de l'île où les piérides dansaient au-dessus des scabieuses; je vis le reflet que Natacha avait contemplé, le reflet de «l'église de la Transfiguration» dans les eaux du lac Onega, pensai à son voeu de revenir, en été, lorsque fleuriraient les lis des sables.»

Ce thème d'une pérennité sensible et cette entreprise de totalisation heureuse — d'autant plus émouvante que Baur va mourir — font de la *Ballade de la neige* le couronnement de la trilogie. C'est le monde de la poésie triomphante: plus rien n'est isolé ou séparé.

Jean-Luc Seylaz

Gerhard Meier. *La Ballade de la neige*, traduit de l'allemand par Anne Lavanchy, CH Editions Zoé, Genève, 1991.

(cfp) Avez-vous déjà découvert ces plaques de chocolat dont l'emballage montre un palmier? Il est vendu depuis très peu de temps dans les commerces tiers-mondistes; la publicité dans la presse alternative alémanique parle du chocolat du commerce équitable qui adoucit aussi la vie des producteurs de cacao et de sucre. Il a été lancé peu avant Pâques et les trois sortes — au lait, aux noisettes et praliné — sont vendues plus cher que le chocolat des grandes surfaces. L'acheteur engagé est prêt à payer le prix de la solidarité.

Les vrais chocolats doux

La composition est indiquée en trois langues et le produit est distribué en Suisse, en Allemagne, en Autriche et en Italie. Pour les initiés il y a du sucre de canne complet Mascobado, des Philippines, du beurre de cacao El Ceibo, une association de coopératives de production de base boliviennes, de la pâte de cacao de même provenance et divers autres ingrédients pour les pralinés. Toutes les normes ne pouvant pas être actuellement respectées pour la production biologique attestée, en particulier parce qu'il n'y a pas d'assurance pour la poudre de lait entier entrant dans la fabrication, le produit ne porte pas encore ce label, mais l'espoir est grand de pouvoir l'utiliser dans quelques mois. Le même espoir existe de remplacer prochainement l'emballage en aluminium par un emballage en feuilles plus respectueuses de l'environnement. A noter que la fabrication du produit, comme le lait entrant dans cette fabrication, sont suisses.

Combien de plaques de ce chocolat, nommé Mascao, seront vendues? Malgré un marché suisse déjà considéré comme saturé, les responsables de ce lancement espèrent vendre un demi-million de tablettes cette année. L'acheteur trouve d'ailleurs des informations précises sur la situation des producteurs du tiers monde à l'intérieur des emballages. Elles sont fournies par OS3, le service d'importation et d'information sur les produits de régions en développement.

Pays à risques

(y) Par vocation, les investisseurs ont le goût du risque. Et par toutes sortes de calculs, ils cherchent à limiter les effets de leur nécessaire audace; par exemple, en utilisant — pour des placements à l'étranger — le baromètre des risques-pays. Il existe différents indicateurs renseignant sur la sécurité et la vulnérabilité économique des pays, de même que sur leur assise financière. Au hit-parade de la confiance possible, on retrouve régulièrement le trio des «pays sûrs»: la Suisse, le Japon, l'Allemagne, dont la réunification n'a manifestement pas ébranlé la position aux yeux des investisseurs. A noter la récente régression des Etats-Unis, traditionnellement situés dans le trio de tête.

Il est intéressant d'observer les effets de la guerre du Golfe sur le «baromètre» semestriel de la revue financière américaine *Institutional Investor*. Ainsi, entre septembre 1990 et mars 1991, l'Irak rétrograde du 86^e au 95^e rang, tandis que le Koweït se retrouve en 44^e position, après avoir de longues années tourné autour de la 25^e. Les pays voisins, en revanche, en restent à leur situation antérieure; cela vaut notamment pour l'Arabie saoudite (27^e), les Emirats arabes unis (29^e), Bahain (35^e), la Turquie (40^e), Israël (51^e), l'Egypte (71^e) ou la Syrie (78^e).

Par rapport au milieu des années 80, les pays de l'Est ont vu leur position s'affaiblir. C'est le cas tout particulièrement de l'Union soviétique, qui a reculé de la 34^e à la 39^e position au cours des six derniers mois. Seules la Tchécoslovaquie (32^e) et la Hongrie (41^e) sont parvenues à maintenir leur position, tandis que la Pologne, traditionnellement perdue dans les profondeurs du classement, semble vouloir remonter dans l'estime des investisseurs, qui la classent désormais en 73^e position — tout de même la plus mauvaise d'Europe (l'Albanie n'est pas classée).

Il est rare que le baromètre de la confiance remonte ainsi pour l'un des dix à douze pays jugés à très hauts risques: Zambie, Cuba, Zaïre, Liban, Libéria, Ethiopie, Haïti, Mozambique, Nicaragua, Soudan, Ouganda, Corée du Nord. Comme il fallait s'y attendre, les pays les plus pauvres du monde et/ou ceux dans lesquels sévit la guerre civile sont pratiquement rayés de la carte par les

investisseurs et leurs banquiers-conseillers. Ces derniers préfèrent les pays-seuils et tous ceux qui sont vraiment en voie de développement, du style Singapour (14^e), Taiwan (16^e), Corée du Sud (19^e), Hong-Kong (22^e), Thaïlande (25^e), Malaisie (26^e), Indonésie (31^e), ou même Chili (42^e). Et pour montrer que le régime ne fait rien à l'affaire, la Chine populaire remonte régulièrement (30^e position en mars 91), de même que l'Inde (38^e), ou l'Afrique du Sud (48^e). L'argent n'a pas d'odeur, mais le doux parfum de la sécurité l'attire. ■

Géo moderne

(cfr) Une école secondaire supérieure de la Chaux-de-Fonds a fait une enquête sur les connaissances en géographie suisse et européenne des élèves de 15 et 16 ans.

Sur deux cartes muettes, les élèves devaient identifier d'une part les cantons et d'autre part les pays européens. Les grands cantons — Grisons, Berne, Valais et Tessin — s'en tirent bien puisqu'entre 75 et 100% des élèves les reconnaissent. Il en va de même pour Genève. Les cantons romands — Vaud, Fribourg et Jura — sont un peu moins populaires et sont identifiés dans un peu plus de la moitié des cas. La popularité baisse encore en Suisse alémanique pour atteindre son niveau le plus bas en Argovie, Thurgovie et en Suisse centrale — Uri, Schwyz, Unterwald, Glaris et Zoug — puisque moins de 25% des élèves sont capables de les reconnaître.

Il en va tout autrement des pays européens. Les élèves identifient sans peine nos voisins ainsi que l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Union soviétique. La Yougoslavie, l'Irlande, le Benelux et l'Islande reçoivent autant de voix que les cantons romands. Les pays scandinaves, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et même l'Albanie obtiennent une meilleure cote que les cantons de Suisse centrale.

En résumé, neuf pays européens contre huit cantons suisses autres que celui de résidence sont identifiés par la majorité des élèves. A l'autre bout de l'échelle, deux pays européens seulement — la Hongrie et la Bulgarie — contre sept cantons suisses alémaniques sont reconnus par moins d'un quart des élèves. Suisse chérie, qu'as-tu fait pour être si

méconnue de tes enfants ? Les courses d'école n'arrivent-elles pas à compenser les voyages au soleil et les vacances de ski ? Ou bien est-ce l'influence de la télévision qui montre les cartes des pays lorsqu'il en est question dans les nouvelles, mais pas celles des cantons ?

La Suisse par contre se rattrape à la question «souhaiteriez-vous vous installer dans ce pays ?» puisqu'elle remporte la majorité absolue des suffrages. Viennent ensuite les pays d'Europe occidentale presque en bloc. L'Irlande et le Portugal rejoignent le peloton des pays de l'Est. Finalement moins d'un quart des élèves (entre 0 et 25%) aimerait s'installer en Pologne, en Roumanie ou en Albanie.

En Suisse, les cantons de vacances — Valais et Tessin — exercent autant d'attraction que le canton de résidence. La cote de Genève disparaît puisque les élèves n'aimeraient pas plus s'y installer que dans le reste de la Suisse romande, à l'exception du Jura. Les cantons les moins populaires ont tout de même un score relativement bon puisqu'entre 25 et 50% des élèves aimeraient s'y installer et qu'aucun n'est aussi impopulaire que la Roumanie, la Pologne et l'Albanie. Cependant, ce score de la majorité des cantons de Suisse orientale et du Juran'est pas meilleur que celui des pays de l'Europe de l'Est.

Il y a vraiment à faire pour améliorer l'image de marque des cantons d'outre-Sarine. ■

Grève partielle

(cfr) Ce dimanche sur la riviéra italienne, les quotidiens sont en grève nationale et pourtant deux sont en vente. Le *Corriere mercantile* de Gênes donne les dernières nouvelles et publie un communiqué de l'Association des journalistes de Ligurie qui explique pourquoi elle a autorisé la sortie de ce journal autogéré par des journalistes constitués en coopérative. Il n'y a pas d'éditeur et les familles des journalistes et des typographes qui produisent le journal seraient dans une situation absurde s'ils devaient faire grève contre eux-mêmes. On sait qu'ils sont solidaires mais on ne veut pas les punir du fait qu'ils sont leurs propres éditeurs. L'autre quotidien présent est le quotidien communiste non-conformiste *Il manifesto*. ■